

## **CNN : Christiane Amanpour et Noubar Afeyan (Moderna vaccins) : OTC**

**ARTSAKH - ARMENIE**

**Nor Haratch**

4 Novembre 2023

Voir la pièce jointe n° 1

**Naïf, serviteur ou « traître » ?, p.1**

**Pachinian : « Je ne vois aucun intérêt à la présence de bases militaires russes en Arménie », p. 2**

**La visite de la ministre française de la Culture en Arménie, p.3**

**Nor Haratch**

26 Octobre 2023

Voir la pièce jointe n° 2

**L'Iran en passe de remplacer la Russie, p.1**

**La France vend des systèmes de défense aérienne à l'Arménie, p.1**

**La réunion des ministres des Affaires étrangères au format "3+3" à Téhéran, p. 2**

**Un haut fonctionnaire de Moscou : « Pachinian suit les traces de Zelensky », p. 3**

**Samuel Chahramanian : « Tout ne dépend pas de nous, mais nous essaierons de trouver une solution à vos problèmes », p. 4**

**La destruction de l'Arménie, p. 7**

**COMMUNIQUE DE PRESSE Propositions concrètes pour protéger les Arméniens d'Arménie et du Haut-Karabagh p.7**

**France-Arménie**

Novembre 2023

Voir la pièce jointe n° 3

**« Le "J'accuse" de Vincent Duclert »**

**Nor Haratch**

2 Novembre 2023

[« Il existe un risque d'invasion de l'Arménie par l'Azerbaïdjan dans les jours et](#)

# « Il existe un risque d'invasion de l'Arménie par l'Azerbaïdjan dans les jours et semaines à venir »

## L'Institut Lemkin tire la sonnette d'alarme

La Fondation Lemkin pour la prévention du génocide tire la sonnette d'alarme quant à l'éventualité d'une invasion de l'Arménie par l'Azerbaïdjan dans les jours ou semaines à venir.

*« L'Azerbaïdjan veut prendre sous son contrôle la région méridionale de Syunik en Arménie, dont il a été question, il n'y a pas si longtemps, de point de passage de la route menant au Nakhitchevan.*

*Compte tenu des développements politiques récents dans la région, tels que l'invasion de l'Artsakh par les forces azerbaïdjanaises le 19 septembre 2023 et l'occupation ultérieure de l'Artsakh/Haut-Karabakh, ainsi que la haine génocidaire anti-arménienne répandue en Turquie et en Azerbaïdjan, il existe un grand risque que l'invasion de l'Azerbaïdjan se transforme en génocide.*

*Nous rappelons au monde que le génocide ne se manifeste pas uniquement par des crimes de masse, comme ce fut le cas lors de la dernière occupation de l'Artsakh/Haut-Karabakh en septembre 2023. Le génocide peut également s'exprimer par des massacres, de la brutalité et du déplacement forcé des populations autochtones de leurs territoires, lorsque l'idéologie qui sous-tend ces actions vise la destruction totale ou partielle d'une identité.*

*Bien que les responsables azerbaïdjanais se soient montrés, ces derniers temps, relativement mesurés concernant le développement du projet de " corridor de Zanguezour " passant par Syunik, il existe plusieurs raisons de s'inquiéter. Après l'attaque de l'Azerbaïdjan contre le territoire arménien de l'Artsakh, qui a entraîné des meurtres brutaux de civils arméniens et le déplacement forcé de la quasi-totalité de la population, l'Azerbaïdjan a publiquement tourné son regard*

*vers la région méridionale de Syunik en Arménie, qu'il considère comme son propre territoire, l'appelant " l'Azerbaïdjan occidental " » mentionne le communiqué publié par l'Institut Lemkin.*

## **Le Devoir**

3 Novembre 2023

[Après le Haut-Karabakh, l'Arménie pare à tout | Le Devoir](#)

# **Après le Haut-Karabakh, vers une invasion de l'Arménie ?**

**Alors que plus de 100 000 réfugiés du Haut-Karabakh sont réinstallés tant bien que mal en Arménie, bon nombre veulent à tout prix aller au nord, près de la capitale, Erevan, jugée plus sécuritaire que le sud, où la crainte d'une invasion imminente de l'Azerbaïdjan grandit en raison des accrochages près de la frontière et des essais militaires entre le pays et son allié turc.**

Au bout d'une quarantaine de minutes à sillonner les routes de plus en plus montagneuses au nord de la capitale arménienne, Erevan, le camion rempli de dons venus de la diaspora s'arrête finalement aux portes du village de Nor Hachn.

Dans un édifice abandonné et en ruine, qui semble être une ancienne école primaire, des bénévoles arméniens provenant du monde entier étalent des souliers, des vêtements, des couvertures et des produits d'hygiène pour la cinquantaine de familles de réfugiés du Haut-Karabakh installées dans les logements vacants de la petite municipalité.

Loin du brouhaha des enfants qui essaient des pantalons et des chandails, Nela Danielyan, debout dans un coin de la grande salle, est perdue dans ses tourments. Elle qui a vécu tous les conflits au

[Haut-Karabakh](#) depuis 1991 s'est réinstallée pour la première fois loin des frontières sud-arméniennes.

« Cette fois-ci, c'est différent, dit-elle au Devoir. Avant, j'avais toujours espoir de retourner à la maison. Mais là, ce ne sera pas possible et je me sens plus en sécurité au nord avec toutes les provocations [des dernières semaines] dans les régions frontalières. »

Même si le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, s'est engagé à respecter les [droits des Arméniens du Haut-Karabakh](#) et à offrir l'amnistie aux combattants, la crainte d'un « nettoyage ethnique » persiste. D'autant plus qu'après plusieurs décennies de conflit, aucune des parties n'a confiance en l'autre.

De passage en Arménie il y a quelques jours pour l'ouverture de l'ambassade canadienne à Erevan, la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a d'ailleurs annoncé qu'elle augmentera l'aide humanitaire à 3,9 millions de dollars pour « sauver la vie de civils » comme Nela Danielyan. Selon le [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#), plus de 100 000 Arméniens auraient fui le Haut-Karabakh.

De ce nombre, plus de la moitié est maintenant dans le nord du pays. Plusieurs réfugiés se retrouvent dans les régions environnantes de la capitale, comme à Nor Hachn, mais une très forte majorité est venue rejoindre de la famille à Erevan.

« On ne peut pas faire confiance à l'Azerbaïdjan. Ils disent qu'il y aura la paix, mais ce sont juste de belles paroles », affirme Vladimir Khatchatryan, 67 ans, venu chercher une boîte de denrées offerte par la Croix-Rouge arménienne dans un point de service de la capitale.

« On se sent plus en sécurité ici. Si on restait dans les zones frontalières, on ne pourrait pas être certains qu'il n'y aura pas quelque chose d'autre et qu'on devra encore revivre les mêmes traumatismes », ajoute sa femme, Nargiz Khatchatryan, dans la soixantaine.

## « Une invasion imminente »

Si toute aide aux réfugiés est la bienvenue, elle ne répond cependant pas à la crainte grandissante de ceux-ci, celle d'une invasion du pays par l'Azerbaïdjan.

En fait, un autre conflit territorial se profile à l'horizon. Le président Aliyev a de tout temps voulu recréer un corridor traversant l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son [exclave du Nakhitchevan](#), ce qui permettrait au trafic routier de contourner l'Iran et offrirait une continuité terrestre avec l'allié turc. Et Ilham Aliyev a dit par le passé qu'il était prêt à le prendre de force s'il le fallait.

« L'Azerbaïdjan tente de tracer une équivalence entre le couloir de Latchine et ce futur corridor du Zanguezour. Et cette équivalence, elle fait avancer des objectifs de l'Azerbaïdjan [notamment de la guerre de 2020] qui ne sont pas raisonnables au regard de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Arménie », explique Taline Papazian, chargée de cours et maître de conférences à Science Po Aix-en-Provence et membre de l'ONG Armenia Peace Initiative.

L'Arménie reconnaît d'ailleurs à l'Azerbaïdjan le droit d'avoir une route qui relie son territoire au Nakhitchevan. Depuis la fin de la guerre de 2020, Erevan a toujours dit qu'un droit de transit pouvait être discuté en coopération avec Bakou. Cependant, il est non envisageable pour l'Arménie qu'un couloir extraterritorial soit créé sur lequel le pays n'aurait aucun droit de regard et ne toucherait aucune compensation.

« La crainte des Arméniens, c'est que l'Azerbaïdjan n'en fasse qu'à sa tête, comme il a pris l'habitude de le faire depuis trois ans. Jamais puni. Jamais sanctionné. Il ne se passe jamais rien, donc pourquoi ne pas continuer une stratégie qui, jusqu'ici, s'est révélée particulièrement payante ? Et l'Azerbaïdjan a visiblement les moyens de le faire [sans être sanctionné] », ajoute M<sup>me</sup> Papazian.

Cette crainte a récemment été confirmée par le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, qui a averti que l'Azerbaïdjan pourrait bientôt envahir l'Arménie. De plus, l'Azerbaïdjan et la Turquie entamaient, la semaine dernière, des exercices militaires conjoints dans le Haut-Karabakh, mais aussi au Nakhitchevan.

# Un pays isolé

Probablement trop occupé en Ukraine, l'ancien allié russe semble avoir complètement lâché l'Arménie dans son conflit contre l'Azerbaïdjan. Lui qui devait assurer le maintien de la paix au Haut-Karabakh a visiblement failli à la tâche et l'Arménie semble se retrouver plus seule que jamais.

Il y a bien évidemment quelques capitales occidentales qui tentent de se rapprocher de l'Arménie, comme Washington ou Paris, avec qui Erevan a organisé des exercices militaires pour le premier et dont la capitale a reçu des promesses de livraisons d'armes du second. Mais ces pays viendraient-ils en aide à l'Arménie si elle était attaquée par son voisin, plus riche, mieux armé et soutenu par la Turquie ? Rien n'est moins sûr.

« Je pense que les défis sont parfaitement saisis par tout le monde. Mais est-ce qu'au-delà des déclarations dans le cas d'une invasion du sud de l'Arménie, il y aura autre chose ? Est-ce que l'Arménie recevra un soutien diplomatique ? Est-ce que l'Arménie recevra un soutien militaire ? Personnellement, je pense que non, ou très peu », analyse Taline Papazian.

Même en Arménie, qui n'a pas envoyé son armée au Haut-Karabakh lors de l'offensive azerbaïdjanaise du 19 septembre, il ne semble pas y avoir d'appétit pour un affrontement militaire qui pourrait faire déborder le conflit sur l'ensemble du territoire. Même si l'opposition s'en donne à cœur joie contre le premier ministre, Nikol Pashinyan, qu'on accuse de traître pour avoir abandonné le Haut-Karabakh.

Dans ce contexte, la paix, même au goût amer, semble la seule issue possible pour protéger la souveraineté arménienne.

« Quand vous êtes dans une situation où vos adversaires sont déterminés et plus puissants que vous, que vous n'avez pas d'alliés et que vous n'êtes pas certain du soutien militaire que vous pourriez avoir [en cas d'invasion], la paix devient donc absolument nécessaire. Et c'est ce que tente le gouvernement arménien », explique M<sup>me</sup> Papazian.

Les négociations de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont par contre au point mort en ce moment.

Toujours le regard plongé dans ses tourments, Nela Danielyan prend un moment avant de répondre. « J'espère seulement que, peu importe ce qui arrivera, je pourrai rester arménienne », finit-elle par dire, le trémolo dans la voix, alors qu'elle quitte le centre de dons avec une montagne de couvertures pour elle et sa famille.

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

# **De nouveaux Arméniens emprisonnés à la suite de manifestations antigouvernementales**

Quatre nouveaux participants aux récentes manifestations antigouvernementales à Erevan, dont un garçon de 16 ans, ont été arrêtés sur la base de ce que leurs avocats et l'opposition arménienne qualifient d'accusations politiquement motivées.

Les manifestations, en grande partie pacifiques, ont éclaté spontanément peu après que l'armée azerbaïdjanaise soit passée à l'offensive dans le Haut-Karabakh le 19 septembre, ouvrant la voie à la restauration du contrôle total de Bakou sur ce territoire peuplé d'Arméniens. Les manifestants ont demandé la démission du premier ministre Nikol Pashinian, qui n'a pas réussi à empêcher la chute du Karabakh. Certains manifestants se sont heurtés aux forces de sécurité devant le bâtiment principal du gouvernement à Erevan.

Les groupes d'opposition ont rapidement pris le relais et ont intensifié les manifestations quotidiennes les jours suivants pour tenter de renverser Pashinian. Leur campagne de « désobéissance civile » a tourné court plus tard en septembre.

La police anti-émeute a arrêté des centaines de personnes pendant les manifestations. La majorité d'entre elles ont été libérées après avoir passé plusieurs heures en garde à vue.

Au moins 48 manifestants, dont beaucoup d'étudiants, ont été accusés d'avoir participé à des « troubles de masse ». À la mi-octobre, 31 d'entre eux étaient toujours en état d'arrestation dans l'attente d'une enquête.

Les nouvelles arrestations ont eu lieu au cours du week-end. Les quatre hommes sont tous originaires du Haut-Karabakh et font l'objet des mêmes accusations. Parmi eux figure Samvel Mirzoyan, 16 ans, qui souffre, selon son avocat, d'un problème cardiaque.

L'avocat, Abgar Poghosian, a déclaré mercredi qu'un tribunal d'Erevan avait invoqué des problèmes de subornation de témoins pour placer Mirzoyan en détention provisoire. M. Poghosian a rejeté cette explication, affirmant que les policiers étaient les seuls témoins dans cette affaire et que son client adolescent ne pouvait tout simplement pas influencer leur témoignage.

« Il ne fait aucun doute que cette affaire est motivée par des considérations politiques », a déclaré M. Poghosian au service arménien de RFE/RL.

« Ils veulent arrêter le plus grand nombre de personnes possible et créer ainsi une atmosphère de peur », a-t-il ajouté, faisant écho aux évaluations de l'opposition arménienne concernant les arrestations.

Les dirigeants de l'opposition ont qualifié les manifestants arrêtés de prisonniers politiques et ont exigé leur libération immédiate. Deux d'entre eux ont rendu visite aux derniers détenus.

Certains militants des droits de l'homme ont également exprimé leur inquiétude face à ces arrestations massives. L'un d'entre eux, Zaruhi Hovannisian, estime que la réticence des autorités arméniennes à assigner à résidence les manifestants inculpés témoigne du caractère politique de ces affaires.

Le comité d'enquête, qui est en charge de ces affaires, nie toute motivation politique, affirmant que les détenus ont agressé des officiers de police et jeté des pierres et d'autres objets sur le bâtiment du gouvernement.

Parmi les détenus figure Tatev Virabian, une mère de deux enfants née au Karabakh, qui est poursuivie non seulement pour avoir prétendument lancé une bouteille d'eau, mais aussi pour avoir publié sur Facebook un message interprété par les forces de l'ordre comme un appel à un changement de régime par la violence. Elle nie fermement ces accusations.

L'avocat de M<sup>me</sup> Virabian, Arsen Babayan, s'est dit préoccupé par l'état de santé

de la jeune femme, affirmant qu'elle s'était récemment évanouie dans sa cellule.

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

# **Environ 200 km<sup>2</sup> du territoire souverain de l'Arménie est désormais sous le contrôle des forces azerbaïdjanaises affirme Ararat Mirzoyan**

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, reconnaît qu'environ 200 km<sup>2</sup> du territoire souverain de la République d'Arménie se trouve actuellement sous le contrôle des forces azerbaïdjanaises.

Ararat Mirzoyan l'a déclaré lors de la session conjointe des commissions permanentes de l'Assemblée nationale d'Arménie lors des discussions préliminaires du projet de budget de l'État arménien pour 2024.

À la question de Kristine Vardanyan, membre de la faction « Hayastan », quelle est la superficie du territoire de la République d'Arménie ? Le chef de la diplomatie arménienne a répondu :

*"Des territoires de la République d'Arménie sont sous le contrôle de l'Azerbaïdjan depuis les années 1990. Nous avons aussi ces nouveaux exemples, je connais environ 200 km<sup>2</sup> de territoire de la République d'Arménie, qui sont désormais sous le contrôle des forces azerbaïdjanaises ».*

Précisions que jusqu'à présent le gouvernement arménien reconnaissait qu'environ 140 ou 150 km<sup>2</sup> du territoire souverain de l'Arménie était occupé par l'Azerbaïdjan depuis l'avancée des troupes azéries en mai 2021 et septembre 2022. Aujourd'hui Ararat Mirzoyan évoque 200 km<sup>2</sup>...

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

# **Nous aurions apporté beaucoup plus d'armes s'il n'y avait pas eu de problèmes logistiques affirme Ararat Mirzoyan sur les acquisitions d'armes par l'Arménie**



Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a déclaré que le gouvernement arménien actuel est en mesure d'acquérir des armes auprès de bien plus de pays que les gouvernements précédents. Dans le même temps, Ararat Mirzoyan souligne qu'ils auraient pu acquérir davantage d'armes s'il n'y avait pas eu de problèmes logistiques.

Le chef de la diplomatie arménienne a effectué cette déclaration lors de la session conjointe des comités permanents de l'Assemblée nationale d'Arménie lors des discussions préliminaires sur le projet de budget de l'État pour 2024. Ararat Mirzoyan répondait à l'observation de Kristine Vardanyan, députée de la faction arménienne « Hayastan », selon laquelle le gouvernement actuel est incapable d'acquérir des armes.

*« Nous sommes en mesure d'acquérir des armes dans bien plus de pays que votre*

*parti politique n'oserait ou, dans ses rêves les plus fous, conclure de tels accords, se rendre dans différents pays et demander. Cependant, il y a aussi des problèmes de logistique, nous pourrions en obtenir beaucoup plus » a déclaré Ararat Mirzoyan en s'adressant à la députée de l'opposition.*

Le ministre arménien des Affaires étrangères a assuré qu'il s'agissait bien d'armes défensives et que l'Arménie n'avait pas d'objectifs offensifs.

*« Chaque pays a le droit souverain d'acquérir des armes et des armes de défense. Nous en aurions amené beaucoup plus s'il n'y avait pas eu de problèmes logistiques. Ce n'est un secret pour personne qu'il existe de tels problèmes logistiques » a déclaré Ararat Mirzoyan.*

Krikor Amirzayan

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

[Pas de menace visible d'une offensive azérie, selon un responsable \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Pas de menace visible d'une offensive azérie, selon un responsable arménien**

Le risque d'une offensive azérie sur le territoire de l'Arménie, qui avait été mis en avant avec insistance à Erevan la semaine dernière alors que les armées azéries et turques effectuaient des exercices militaires de grande ampleur dans le Nakhitchevan et dans d'autres régions de l'Azerbaïdjan, du 23 au 25 octobre, semble moins élevé, selon un responsable arménien qui assurait jeudi

2 novembre, qu'il n'y avait pas assez de troupes azéries massées le long de la frontière arméno-azérie pour craindre une telle éventualité. Se voulant rassurant, Hakop Archakian, vice-président du Parlement arménien a déclaré devant les journalistes que « selon ses informations, il n'y a pas de mouvements militaires aux abords des frontières de l'Arménie pour le moment ». « Y a-t-il une menace [d'attaque de l'Azerbaïdjan] ou non ? » s'est-il interrogé en poursuivant : « Il y a eu des développements positifs dernièrement en termes de changement dans la rhétorique [azerbaïdjanaise] et des déclarations d'instances internationales importantes, de Parlements, de gouvernements et autres entités faisant savoir que l'intégrité territoriale de l'Arménie ne saurait être remise en question ». « Je ne dis pas que tout est parfait et qu'il n'y a pas de danger », a nuancé Archakian, en rappelant les exercices militaires effectués par les armées turque et azérie en Azerbaïdjan il y a moins de deux semaines. Le gouvernement arménien avait déclaré début septembre que les troupes azerbaïdjanaises se massaient le long de la frontière arméno-azérie et de la « ligne de contact » autour du Haut-Karabagh, laissant craindre des préparatifs en vue d'une offensive de grande envergure. On verra deux semaines plus tard que le dispositif militaire azéri autour du Haut-Karabagh avait été mis en place pour porter le coup de grâce aux Arméniens du territoire disputé, qu'une violente « opération anti-terroriste » lancée par Bakou le 19 septembre contraindra à l'exode ; quant aux troupes massées le long de la frontière avec l'Arménie, elles avaient sans doute vocation à dissuader celle-ci d'intervenir de quelque manière pour venir en aide aux Arméniens du Karabagh, même si les autorités de Erevan n'en ont jamais manifesté l'intention et l'ont clairement fait savoir. La conquête du Karabagh arménien par l'Azerbaïdjan avait alimenté les craintes à Erevan quant à l'éventualité d'une invasion du sud de l'Arménie en vue d'y percer un corridor extraterritorial vers son enclave du Nakhitchevan. Un haut diplomate arménien avait déclaré le 8 octobre qu'une telle attaque pourrait être lancée dans les prochaines semaines. L'Institut Lemkin pour la prévention du génocide, basée aux Etats-Unis, avait de la même manière, mercredi encore, mis en garde contre « les signes alarmants d'une possible invasion de l'Arménie par l'Azerbaïdjan dans les jours ou semaines venir ». « L'Azerbaïdjan convoite depuis longtemps la province arménienne méridionale du Syounik, dont il a été fait état dans un passé récent comme le site d'un « corridor du Zanguezour » contrôlé par l'Azerbaïdjan vers le Nakhitchevan », déclarait l'Institut dans une « alerte rouge » postée sur son site web. Réagissant à cette alerte, le Département d'Etat américain avait réaffirmé qu'une attaque contre l'Arménie « aurait de sérieuses conséquences ». « Les Etats-unis soutiennent avec

vigueur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Arménie", devait-il souligner devant les journalistes de Voice of America.

**Armenpress**

1 Novembre 2023

[Le Président Vahagn Khatchatourian a tenu une réunion dans l'administration de Syunik | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

# Le Président Vahagn Khatchatourian a tenu une réunion dans l'administration de Syunik

EREVAN, 1<sup>er</sup> NOVEMBRE, ARMENPRESS: Dans le cadre de sa visite officielle dans l'administration (marz) de Syunik, le Président de la République d'Arménie Vahagn Khatchatourian a tenu une réunion en présence du gouverneur du marz Robert Ghukasyan, des représentants des autorités du marz et des dirigeants des organismes des forces de l'ordre du marz, informe le bureau du Président de la République.

Au cours de la consultation, le gouverneur du marz, Robert Ghukasyan, a présenté au président les différents programmes mis en œuvre dans le marz, le processus de leur mise en œuvre, les problèmes qui se sont posés et la situation générale. Les représentants des forces de l'ordre ont présenté au Président la situation opérationnelle à Syunik.

Le Président Vahagn Khatchatourian a attaché de l'importance à ces réunions et

discussions. **"Je souhaite également vous remercier tous pour le travail que vous avez accompli, en particulier pour avoir rencontré nos compatriotes déplacés de force du Haut-Karabakh et pour avoir répondu à leurs besoins urgents de manière coordonnée"**, a noté le Président.

Au cours de la consultation, le président Khatchatourian s'est entretenu avec les participants dans une atmosphère franche et a abordé des sujets liés à la situation politique générale du pays, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

## **Le Monde**

3 Novembre 2023

# **Trois guerres en interaction, en Ukraine, à Gaza et dans le Haut-Karabakh**

## **ANALYSE**

**Gaïdz Minassian**

Du Caucase au Proche-Orient en passant par le Donbass, les conflits à l'œuvre recouvrent une dimension non seulement territoriale mais aussi identitaire et sociale. Les Etats-Unis et l'Europe sont sommés de se réinventer pour sauver la démocratie.

A l'échelle du temps et de l'espace, Ukraine, Haut-Karabakh et Gaza constituent trois guerres de proximité. Elles s'appellent et se répondent sur trois petites années (2020-2023) dans un périmètre euroméditerranéen restreint, enjeu d'une

nouvelle compétition de puissances. Mais d'un théâtre à l'autre, si ce voisinage frappe par son incandescence, la convergence de ces guerres relève plus du champ des nouvelles conflictualités que d'une simple représentation géopolitique classique.

Ces trois crises renvoient à la catégorie des « guerres existentielles » qui relient leurs peuples à un traumatisme collectif : Shoah chez les Israéliens, Nakba chez les Palestiniens, Holodomor chez les Ukrainiens et Medz Yeghern (« grand carnage ») chez les Arméniens. La mémoire des génocides et autres tragédies traverse les esprits et les générations. Mais, au-delà de ce passé, ces guerres de survie soulèvent la question de l'Etat-protecteur des populations et de l'Etat-garant de son propre avenir.

Ukrainiens, Arméniens et Israéliens s'interrogent sur les faillites de la sécurité nationale et sont pris de vertige : plus l'Etat est bousculé, plus les tragédies du passé remontent, plus la guerre devient existentielle et plus elle ébranle les fondements de l'Etat. L'image est également sombre s'agissant des Palestiniens, otages pour la majorité d'entre eux des terroristes du Hamas et dépourvus de toute couverture institutionnelle crédible. Pour la Russie et l'Azerbaïdjan, la question ne relève pas de leur survie en tant qu'Etat, mais d'une (ré) affirmation de puissance au cœur d'un monde dérégulé.

## **L'agenda pénal international se remplit**

Car ces trois guerres voisines révèlent l'atonie du système international, où la concertation multilatérale est à son plus bas niveau et où le droit international et son versant humanitaire sont violés : agression russe contre l'Ukraine, nettoyage ethnique dans le Haut-Karabakh, attaque terroriste contre des populations israéliennes et bombardements frappant des civils palestiniens. Crimes de guerre et contre l'humanité s'additionnent : l'agenda de la justice pénale internationale se remplit, alors que l'ordre mondial est de plus en plus incertain.

Cette remise en question de l'architecture de la paix post-1945, avec un Occident qui doute de lui-même et le reste du monde qui croît en ses chances, place aux premières loges de ces trois conflits un triangle néo-impérial - Turquie, Russie, Iran - dont la vocation est d'étendre son influence jusqu'à réactualiser la guerre territoriale. Or, ces trois conflits cousins vont bien au-delà du territoire. Ici, ce

dernier ne sert que de faire-valoir et ce sont bien des guerres identitaires qu'actionnent ou téléguident en partie Ankara, Moscou et Téhéran.

**La suite est réservée aux abonnés.**

## **Le Monde**

3 Novembre 2023

[Haut-Karabakh : huit anciens dirigeants de l'ex-république autoproclamée détenus en Azerbaïdjan \(lemonde.fr\)](#)

# **Haut-Karabakh : huit anciens dirigeants de l'ex-république autoproclamée détenus en Azerbaïdjan**

Trois ex-présidents figurent parmi les prisonniers capturés lors de la chute de l'enclave. Ils devront répondre d'activités criminelles, de terrorisme, voire de crimes de guerre. Bakou n'a encore fixé aucune date de procès.

Plus de 100 000 Arméniens [ont fui le Haut-Karabakh en quelques jours](#) après l'offensive éclair lancée par l'Azerbaïdjan, le 19 septembre, qui a conduit à la chute de l'enclave séparatiste. Mais les forces de Bakou n'ont pas laissé partir tout le monde : huit anciens dirigeants de l'ex-république autoproclamée ont été arrêtés et sont détenus, depuis, dans la capitale azerbaïdjanaise.

Parmi eux figurent trois ex-présidents de l'ex-république autoproclamée : [Arayik Haroutiounian](#), qui dirigeait le territoire séparatiste depuis mai 2020 avant de démissionner le 1<sup>er</sup> septembre ; Arkadi Ghoukassian, président de 1997 à 2007, et Bako Sahakian, qui a occupé ce poste de 2007 à 2020.

Le dernier chef du Parlement, Davit Ichkhanian, a lui aussi été arrêté, ainsi que David Babayan, ancien ministre des affaires étrangères et conseiller du président, le général Davit Manoukian, l'ex-ministre de la défense (2015-2018) Levon Mnatsakanian, et [le banquier d'affaires milliardaire Ruben Vardanian](#), éphémère ministre d'Etat (de novembre 2022 à février 2023).

## Prise de guerre inestimable

Ces arrestations ont marqué la volonté de Bakou de reprendre rapidement et fermement le contrôle de cette enclave disputée, jusqu'ici peuplée en majorité d'Arméniens, mais considérée par le droit international comme appartenant à l'Azerbaïdjan.

Ces huit anciens responsables devront répondre d'activités criminelles, a annoncé l'agence de presse gouvernementale azerbaïdjanaise APA. Arayik Haroutiounian, commandant en chef des forces armées séparatistes pendant la guerre de quarante-quatre jours à l'automne 2020, était visé par un mandat d'arrêt de Bakou depuis qu'il avait reconnu avoir ordonné une frappe de missile, en octobre 2020, sur la deuxième plus grande ville d'Azerbaïdjan, Gandja.

David Babayan a quant à lui fait l'objet de vingt-cinq chefs d'accusation différents, pour « séparatisme » et « terrorisme ». Parmi les anciens dirigeants arrêtés, certains sont également accusés d'avoir commis des crimes de guerre lors de la première guerre pour le contrôle de l'enclave (1988-1994), qui s'était alors soldée par la défaite humiliante de l'Azerbaïdjan face à l'Arménie.

Bakou, qui tient aujourd'hui sa revanche avec la reprise totale du Haut-Karabakh, considère qu'avoir servi dans l'ex-république autoproclamée est un crime. Après plus de trente ans d'existence, cette entité politique - dont personne n'a jamais reconnu l'indépendance, proclamée en 1991, pas même l'Arménie - a été dissoute le 28 septembre.

Pour le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, la capture de ces anciens dirigeants est une prise de guerre inestimable. « *C'est une revanche personnelle, et une façon de renforcer son image dans son pays*, explique Benyamin Poghosian, chercheur au centre de réflexion Applied Policy Research Institute, à

Erevan. Leur procès, dont la date n'est pas fixée mais qui sera public, sera l'occasion de dire, en substance : "Maintenant, vous allez souffrir". »

**La suite est réservée aux abonnés.**

**Le Monde**

27 Octobre 2023

[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/27/haut-karabakh-l-utilisation-de-la-force-par-l-azerbaïdjan-a-cree-un-dangereux-precedent\\_6196842\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/27/haut-karabakh-l-utilisation-de-la-force-par-l-azerbaïdjan-a-cree-un-dangereux-precedent_6196842_3210.html)

## **Haut-Karabakh : « L'utilisation de la force par l'Azerbaïdjan a créé un dangereux précédent »**

La dissolution de l'enclave séparatiste, terrain d'affrontements meurtriers depuis plus de trente ans entre Erevan et Bakou, rebat les cartes dans la région, estime le chercheur britannique Thomas de Waal. L'Arménie, vulnérable, est désormais elle-même menacée, et les acteurs européens marginalisés.

Thomas de Waal est spécialiste du Caucase au centre de réflexion Carnegie Europe et l'auteur du livre *Black Garden* (NYU Press, 2003, non traduit), ouvrage de référence sur le Haut-Karabakh, l'enclave séparatiste dont l'indépendance, proclamée en 1991, n'a jamais été reconnue par la communauté internationale, pas même par l'Arménie. Il revient pour *Le Monde* sur les raisons qui ont conduit, en septembre, à la chute de l'enclave située en Azerbaïdjan mais peuplée jusqu'ici en majorité d'Arméniens, et la manière dont cela reconfigure les rapports de force dans la région.

# **Le sort du Haut-Karabakh, pour lequel l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont livrés trois guerres en trente ans (1988-1994, 2016 et 2020), a basculé en quelques jours après l'offensive éclair de l'Azerbaïdjan, le 19 septembre, qui a conduit à la capitulation des autorités séparatistes et à l'exode de 100 000 Arméniens. Comment en est-on arrivé là ?**

Quand on parle du Haut-Karabakh, on peut se demander jusqu'où remonter dans le temps. Il y a plusieurs dates-clés : 1921, lorsque la région est devenue partie intégrante de l'Azerbaïdjan soviétique *[la région y a été rattachée par Staline]* ; 1988, quand les Arméniens ont tenté de faire sécession ; et 1991, quand l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus indépendants après la dissolution de l'URSS.

Ce qui s'est passé en septembre était écrit depuis la fin de la guerre de 2020, lorsque l'Arménie a perdu presque tout le contrôle du Haut-Karabakh, et que l'Azerbaïdjan a conquis ou reconquis par la force les territoires entourant l'enclave et une partie de celle-ci. Le sort de la région est alors passé aux mains de l'Azerbaïdjan et de la Russie *[qui a chapeauté la signature du cessez-le-feu à l'automne 2020 et déployé 1 960 soldats d'interposition]*.

Le 24 février 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, constitue une autre date-clé. Dès lors, Moscou n'a plus considéré le Caucase du Sud comme une priorité et s'est demandé quel était le partenaire le plus important dans la région, l'Azerbaïdjan ou l'Arménie *[son allié historique]*. Or, l'Azerbaïdjan est devenu un partenaire plus important pour la Russie, notamment parce que c'est une voie de transit, à la fois terrestre et maritime, vers le sud, l'Iran puis le Moyen-Orient.

## **L'offensive éclair de Bakou est survenue alors que des négociations diplomatiques - menées par**

# **l'Union européenne, les Etats-Unis et la Russie, dans des initiatives parallèles - étaient en cours pour tenter de régler le conflit. Comment l'expliquer ?**

**La suite est réservée aux abonnés.**

## **Le Nouvel Economiste**

2 Novembre 2023

[Haut-Karabakh : l'attentisme inquiet des grandes puissances \(lenouveleconomiste.fr\)](https://www.lenouveleconomiste.fr)

### **Haut-Karabakh : l'attentisme inquiet des grandes puissances**

La "victoire" azérie ouvre une période d'incertitude et d'instabilité potentielle dans tout le Caucase

*Maelström moyen-oriental,  
Ardavan Amir-Aslani*

Après trois ans de blocus et d'exactions et d'offensive éclair qui se sont achevés par l'exil massif de près de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a achevé sa reconquête de l'enclave. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cet événement n'entérine pas le retour de la paix. Par sa centralité géographique et ses nombreuses implications géopolitiques, cette "victoire" ouvre une période d'incertitude et d'instabilité potentielle qui concerne non seulement les voisins immédiats de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, mais également leurs alliés au-delà du Caucase.

# Projet d'unification panturquiste

La Turquie, principal soutien de Bakou, considère naturellement cette reconquête pour laquelle elle a activement œuvré sur le plan militaire comme une excellente nouvelle pour ses intérêts, notamment économiques.

“La Turquie, principal soutien de Bakou, considère naturellement cette reconquête pour laquelle elle a activement œuvré sur le plan militaire comme une excellente nouvelle pour ses intérêts”

Elle tient particulièrement à la réalisation du corridor du Zanguezour, qui permettrait de relier l'enclave du Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan - à condition d'amputer l'Arménie de sa province du Syunik - de résorber la dépendance de cette enclave au gaz iranien, et de faciliter enfin les échanges commerciaux et énergétiques entre Ankara et Bakou via un nouveau pipeline gazier. La Turquie soutient également un autre projet d'infrastructure ferroviaire, qui devrait relier Horadiz, en Azerbaïdjan, à Kars, en Turquie, mais qui nécessiterait de traverser environ 30 kilomètres de territoire arménien. Ces projets de connexion concrétisent les ambitions panturquistes d'Erdogan, fortement partagées par Ilham Aliyev, visant à unifier le monde turcophone dans le Caucase et jusqu'au cœur de l'Asie centrale.

## Refus de l'Arménie, prudence de l'Iran

Néanmoins, le succès de ces entreprises dépend essentiellement de l'accord des deux principaux voisins concernés, l'Arménie et l'Iran, qui pour l'heure refusent catégoriquement la réduction de leur souveraineté territoriale impliquée par ces projets. Erdogan semble chercher une voie d'entente diplomatique avec Erevan, tentant de la convaincre des bénéfices économiques qu'elle tirerait d'une participation volontaire à ces projets. La Turquie met ainsi en avant le rôle central que l'Arménie pourrait avoir dans le transit énergétique caucasien, en plus de réduire sa dépendance au gaz russe. En dépit des timides efforts de normalisation qui occupent la Turquie et l'Arménie depuis bientôt deux ans, il paraît peu probable que le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, déjà sous pression de son opinion publique pour avoir “abandonné” le Haut-Karabakh, n'accepte cette offre. Face à cette éventualité, Erdogan aurait évoqué une autre possibilité tout aussi illusoire : un accord de l'Iran pour autoriser le passage du corridor sur son

territoire... option que Téhéran a toujours refusé.

“Si l’annexion du Haut-Karabakh n’a suscité aucune réaction internationale, il en serait – du moins l’espère-t-on – tout autrement d’une invasion de l’Arménie”

Les conséquences potentielles du refus de l’Arménie sont extrêmement claires, contrairement à ce que certaines analystes trop optimistes avancent. Le recours à la force et l’invasion azérie de la province arménienne du Syunik seraient en effet, à nouveau, les options les plus probables et présentées comme telles par l’ambassadeur arménien auprès de l’Union européenne. L’enjeu est néanmoins délicat, car si l’annexion du Haut-Karabakh n’a suscité aucune réaction internationale, il en serait – du moins l’espère-t-on – tout autrement d’une invasion de l’Arménie, qui déclencherait potentiellement des sanctions occidentales contre l’Azerbaïdjan, voire la Turquie, et compromettrait le projet panturquiste à moyen terme.

Conformément à sa traditionnelle prudence stratégique, l’Iran a tenté de conserver sa neutralité face à l’annexion du Haut-Karabakh, maintenant le dialogue ouvert tant avec l’Arménie qu’avec l’Azerbaïdjan, mais réclamant néanmoins une normalisation entre les deux pays et la protection des droits des minorités au sein de l’enclave. Pour autant, la victoire de Bakou, que Téhéran considère être aussi celle de la Turquie, suscite une grande inquiétude en Iran en raison du renforcement de cette dynamique turcophone qui menace sa stabilité et ses intérêts stratégiques. Alors que les relations entre l’Azerbaïdjan et l’Iran se sont détériorées depuis deux ans, Israël a au contraire renforcé sa coopération militaire avec Bakou. En dépit de ce qu’Erdogan veut bien croire, les autorités iraniennes demeurent donc fermement opposées au corridor du Zanguezour, qui pourrait stimuler l’irrédentisme de l’Azerbaïdjan iranien, au nord-est du pays, et créer de nouveaux foyers d’instabilité.

## **Russie et Chine en position ambiguë**

Deux grandes puissances exogènes, la Russie et la Chine, peuvent également avoir un rôle à jouer dans le futur géopolitique du Caucase du Sud. Alors que l’Arménie dénonce l’inaction totale de la Russie depuis 2020, Moscou rétorque que les divers pactes sécuritaires signés avec Erevan ne l’engagent qu’en cas d’invasion du territoire arménien internationalement reconnu. De fait, la Russie,

pourtant force de maintien de la paix dans le Haut-Karabakh durant trois ans, s'est grandement décrédibilisée par son immobilisme et son manque de fiabilité... sauf avec l'Azerbaïdjan.

“La Russie, en dépit de son relatif affaiblissement local, conserve malgré tout assez de ressources pour assurer une projection de puissance et favoriser l'instabilité dans la région”

Leur rapprochement économique s'est intensifié, les échanges commerciaux entre les deux pays ayant augmenté de 55,3 % au cours de l'année 2023. Profitant du chaos dans la région, Moscou a également renforcé sa présence en Géorgie et prévoit la construction d'une base navale en Abkhazie, région séparatiste stratégiquement positionnée au bord de la mer Noire. L'avenir que la Russie accordera à sa relation avec l'Arménie demeure incertain. En dépit de son relatif affaiblissement local, elle conserve malgré tout assez de ressources pour assurer une projection de puissance et favoriser l'instabilité dans la région.

La Chine enfin a observé une position ambiguë face au conflit. Méfiante envers le panturquisme en raison de l'irrédentisme ouïgour, elle n'en a pas moins développé elle aussi sa relation avec l'Azerbaïdjan, avec lequel les échanges commerciaux ont considérablement augmenté depuis 2005. Ses projets d'infrastructures et de corridors énergétiques représentent également un fort potentiel d'influence dans le cadre des Nouvelles routes de la soie.

## **Les Européens observateurs - une fois de plus**

Face au statu quo à l'œuvre, l'Arménie se retrouve donc en situation de grande vulnérabilité, prise entre les appétits de ses voisins turcs et les intérêts “personnels” des autres puissances potentiellement alliées. Les Européens devraient logiquement faire front commun avec Erevan face à ces diverses menaces - et la France a déjà offert une assistance militaire d'envergure à l'Arménie. Le froid diplomatique avec la Russie pourrait notamment leur permettre d'entrer plus facilement sur la scène géopolitique du Caucase. Ils n'en demeurent pas moins prisonniers des contraintes énergétiques qui les lient à l'Azerbaïdjan et limitent de ce fait leur marge de manœuvre. À part sur le plan humanitaire, il y a donc de fortes chances que les Occidentaux demeurent, une

fois de plus, des observateurs passifs des passages en force de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, dont l'Arménie sera la principale victime.

## **A lire également**

[Haut-Karabakh, un séisme pour l'ordre mondial](#)

[Qui pour stopper l'expansionnisme turc ?](#)

[La France est-elle encore l'amie de l'Arménie ?](#)

[Second génocide arménien en cours au Haut-Karabakh](#)

[La Turquie, pour ou contre l'Occident ?](#)

## **Le JDD**

3 Novembre 2023

# **Arménie : une attaque visant le Gouvernement déjouée par les services de sécurité**

Un drame évité. Ce jeudi 2 novembre, l'Arménie a annoncé avoir arrêté cinq personnes soupçonnées d'avoir mis en place un attentat à la bombe, ainsi que des attaques visant des civils et des bâtiments gouvernementaux, a rapporté *Le Figaro*. D'après les services de sécurité arméniens, cette attaque prévoyait « *un attentat à la bombe* », « *d'autres actes socialement dangereux* » et « *la saisie de bâtiments gouvernementaux* ».

Des armes et des munitions ont été saisies aux domiciles des suspects. L'attaque terroriste avait été « *planifiée dans le but d'entraver le fonctionnement des organes du Gouvernement* ». Les services de sécurité arméniens n'ont pas fourni plus d'informations quant à l'identité des suspects et leurs motivations.

# De fortes tensions politiques

Depuis l'offensive éclair de l'Azerbaïdjan, le 19 septembre dernier, contre les forces séparatistes arméniennes du Haut-Karabakh, le pays connaît de fortes tensions politiques. L'offensive avait été accompagnée de bombardements dans les villes de cette région enclavée où vivaient 120 000 civils arméniens. En France, le ministère des Affaires étrangères avait alors condamné l'attaque azerbaïdjanaise, la qualifiant de « totalement inacceptable ».

De peur de s'enliser dans une nouvelle guerre, le gouvernement arménien a refusé d'aider les séparatistes du Haut-Karabakh. Depuis, les partis d'oppositions manifestent pour la démission du Premier ministre Nikol Pachinian. Ils lui reprochent la défaite militaire de 2020.

## Le Courrier d'Erevan

3 Novembre 2023

[Nuit du Droit à Ufar, l'autodétermination des peuples : « Nous ne devons pas renoncer à ce droit » | Le Courrier d'Erevan](#)

# Nuit du Droit à Ufar, l'autodétermination des peuples : « Nous ne devons pas renoncer à ce droit »

Pour leur traditionnel rendez-vous d'automne, la "nuit du droit de l'Ufar", troisième du nom, les étudiants juristes Ufariens avaient convié deux experts à débattre d'un sujet d'actualité brûlant s'il en est : le droit des peuples à l'autodétermination, avec, bien sûr, la question du Haut-Karabagh en toile de fond.

Par Zhanna Hovhannisyan et Olivier Merlet

La soirée s'est en fait déroulée en deux temps. Sous la direction de Garine Hovsepien, doyenne de la faculté de Droit, deux avocats spécialistes du droit international et des droits de l'homme, Taron Simonyan et Anna Melikyan, sont intervenus pour préciser les notions d'autodétermination et répondre aux questions des étudiants. Ces derniers se sont ensuite retrouvés dans un décor de vraie cour de justice et une mise en scène de procès, à charge et à décharge, pour débattre et statuer sur l'intérêt de rendre obligatoire ou non la participation - le vote - des citoyens aux élections arméniennes.

Quelques semaines à peine après la chute du Karabagh, discuter du droit des peuples à décider d'eux-mêmes et de leur destin prenait une résonance toute particulière. L'émotion était grande encore et si les deux intervenants ne se sont guère éloignés du champ général et théorique, les questions des étudiants en revanche se sont faites beaucoup plus précises.

Taron Simonyan, ancien député du Lori, fondateur et associé du cabinet d'avocats ELL ("Expendus Limites Libero" -Repousser les frontières de la liberté), est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la théorie de l'État et du droit. En préambule aux discussions, l'avocat s'est tout d'abord lancé dans un rappel historique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Droit, principe et dans un certain sens une philosophie » estime-t-il, depuis la théorie rousseauiste des "Lumières" jusqu'à son inscription en article premier de la Charte des Nations Unies en 1945. Le droit à l'autodétermination relève selon lui d'un lent processus encore inachevé, évoluant au gré des aléas de l'histoire, de leur lot de guerres et de conflits. « Un principe, objectivement, abstraitement une philosophie, mais subjectivement, un droit » Un principe "jus cogens", auquel aucune exception ne peut être faite, mais un droit dont l'application demeure encore subjective, relative et limitée.

« Puisqu'il s'agit d'un principe », reprend Anna Melikyan, « nous devons comprendre, du point de vue du droit, comment l'utiliser, comment l'appliquer et s'il revêt ou non un caractère contraignant pour la communauté internationale ». Spécialiste du droit international humanitaire, Anna Melikyan œuvre au sein de l'ONG "Protection des droits sans frontières", pour améliorer l'efficacité de la protection des droits de l'homme en Arménie, renforcer les principes de l'État de droit et de bonne gouvernance. « Nous parlons de droit des peuples, pas de celui

des États » explique-t-elle. Or, dans les années 1960-70, à l'époque des grands mouvements de décolonisation, une première limitation de ce droit est intervenue, souligne-t-elle, « afin de restreindre les velléités d'indépendance de petits groupes ethniques au sein des États bientôt indépendants. Droit à l'autodétermination ne signifie pas nécessairement indépendance d'un État ».

Pour la plupart des théoriciens, rappelle Taron Simonyan, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comporte le droit à l'autodétermination interne, d'une part, celui d'obtenir le statut de son choix à l'intérieur d'un pays. C'est par exemple le cas de la province de Québec au Canada. Le droit à l'autodétermination externe d'autre part, le désir d'indépendance en fait, est souvent dicté par le bafouement systématique des droits d'un groupe de population au sein d'un pays. Il lui reconnaît ainsi la possibilité de se séparer d'un État entraînant la sécession comme conséquence inévitable.

Taron Simonyan, fondateur et associé du cabinet d'avocats ELL

« Alors se pose la question de l'intégrité territoriale », intervient Garine Hovsepyan, modératrice des débats, « Comment combiner ces principes ? »

« La pensée des avocats est différente de celle des politiciens », lui répond Taron Simonyan. « D'un point de vue purement juridique, ces principes non seulement ne se contredisent pas mais se complètent, au contraire. Les politiciens les interprètent souvent d'une manière différente et c'est de là que surgissent les conflits ». L'avocat poursuit : « Dans la Charte des Nations Unies, le droit à l'autodétermination concerne les peuples et le principe de l'intégrité territoriale à l'interdiction du recours à la force. L'inviolabilité des frontières n'est pas un principe et qui peut utiliser la force sinon l'État ? Force du droit ou droit de la force ? Il ne suffit pas d'avoir un droit, il faut avoir la compétence de le faire valoir correctement. Le chef de notre État rival a déclaré en 1994: « Nous avons perdu le Karabagh, mais n'abandonnez jamais ce droit, nos prochaines générations accumuleront de la force et le reprendront ». Qu'a fait son fils ? De même, nous ne devons pas renoncer à ce droit pour l'Artsakh ».

Lorsque les étudiants de l'UFAR ont à leur tour pris la parole pour questionner les intervenants, c'est d'un grand sentiment d'injustice dont ils ont fait part. Celui surtout de la différence de traitement réservée par la communauté internationale

aux aspirations d'indépendance du Karabagh, tout aussi légitimes que celles du Kosovo ou, en son temps, d'Israël.

Soulignant que le problème du Kosovo n'est pas encore définitivement résolu, Taron Simonyan a estimé qu'il était « difficile d'en parler en termes juridiques uniquement. Des intérêts géopolitiques importants doivent aussi être pris en considération, ». « Le contexte est politique et lié à l'identité de votre adversaire », a renchéri Anna Meliqyan. « Dans un cas, de nombreux États ont soutenu le Kosovo contre la Serbie, dans l'autre, celui de l'Azerbaïdjan, ils semblent au contraire fermer les yeux sur les crimes de guerre ou sur les crimes contre l'humanité ». Enfin, le temps, en référence à la fondation de l'État d'Israël, pour permettre à une nation de le défendre matériellement, ainsi que son aptitude à s'organiser politiquement sont autant de facteurs internes garantissant sa survie.

« Le président d'un État peut-il prendre seul une décision impliquant l'existence ou la disparition de l'État », a encore demandé une étudiante ? « Si un fonctionnaire dissout un État, celui-ci pourrait cesser d'exister de fait. Mais légalement, cela n'est pas possible par la décision d'une seule personne » a soutenu Taron Simonyan . « De plus, le cas de l'Artsakh peut être considéré comme résultant d'une décision prise sous contrainte, par recours à la force, ce qui n'est pas acceptable dans le contexte du droit international. Il en va de même pour le document signé le 9 novembre 2020 ».

---

## **EUROPE - FRANCE**

### **TV France 2**

1 Novembre 2023

[Les Orientaux chantent la paix en replay - Chrétiens orientaux : Foi, espérances](#)

[et traditions \(france.tv\)](http://france.tv)

## **Chrétiens orientaux : Foi, espérances et traditions**

### **Les Orientaux chantent la paix**

Diffusé le 01/11/2023 à 09h29 Disponible jusqu'au 01/12/2023

À l'heure où les pays de l'Orient chrétien vivent des périodes de guerre ou de fortes tensions, sept chorales de différentes traditions orientales de la région parisienne invitent à méditer sur le sens du mot "Paix".

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

[Annalena Baerbock : L'Allemagne peut également être aux côtés de l'Arménie en \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

# **Annalena Baerbock : L'Allemagne peut également être aux côtés de l'Arménie en matière de sécurité**

La ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, Annalena Baerbock est à Erevan. C'est sa première visite en Arménie. Une rencontre avec le Premier

ministre de la République d'Arménie Nikol Pachinian, une visite à la mission d'observation de l'Union européenne et au centre d'accueil des réfugiés du Haut-Karabakh sont prévues. La ministre allemande des Affaires étrangères a déjà visité le complexe mémorial du génocide à Tsitsernakaberd et rendu hommage à la mémoire des victimes du génocide des Arméniens de 1915-1923 et a également rencontré son homologue arménien Ararat Mirzoyan.

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a rappelé la déportation forcée des Arméniens de l'Artsakh, l'occupation des territoires arméniens, et qu'il y a des prisonniers Arméniens illégalement détenus par l'Azerbaïdjan, mais l'Arménie est prête à prendre des mesures pour rétablir la paix et apprécie les efforts de l'Allemagne dans cette affaire.

*« Malheureusement, nous craignons encore aujourd'hui que les pays voisins, en particulier l'Azerbaïdjan, aient encore des ambitions, d'une manière ou d'une autre, des revendications territoriales contre la République d'Arménie. Il existe certaines réserves quant à la souveraineté de la RA, notamment en ce qui concerne les infrastructures régionales. Ces craintes existent donc toujours. Nous avons quatre voisins, dont deux avec lesquels les frontières sont fermées, même s'il y a un processus de négociation en cours (...) Parfois, il semble que nous soyons proches d'une solution, parfois nous voyons apparaître de nouveaux obstacles.*

*L'Arménie souhaite approfondir ses relations avec les pays de l'*

*UE, notamment en termes de sécurité et d'interdépendance économique avec l'Allemagne »* a affirmé le ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie.

Le journaliste allemand a demandé à la ministre allemande des Affaires étrangères Annaalena Baerbock si l'Allemagne serait prête à arrêter les importations de pétrole et de gaz et à imposer des sanctions à l'Azerbaïdjan si nécessaire. En réponse, la ministre allemande des Affaires étrangères a précisé que l'Allemagne pouvait également être aux côtés de l'Arménie sur les questions de sécurité.

*"L'Allemagne défend l'intégrité territoriale de l'Arménie et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et se tient aux côtés de ces pays afin qu'il soit possible de signer un accord de paix. Et oui, nous voulons soutenir l'Arménie de manière plus*

*intensive dans tous les domaines : d'une part, en termes d'efforts de paix, d'autre part, nous parlons de démarcation, de cartes. Nous avons de nombreux programmes en direction de l'UE et de l'OSCE et nous les soutenons, mais nous pouvons également aider, soutenir et coopérer avec l'Arménie en matière de sécurité, et nous avons intensément échangé des idées à ce sujet » a déclaré la cheffe de la diplomatie allemande.*

Elle a également mentionné que les efforts du président du Conseil de l'Union européenne Charles Michel pourraient constituer un pont pour l'établissement de la paix entre les deux pays. L'UE s'efforce également d'apporter son soutien par le biais de missions d'observation afin de permettre l'instauration de la stabilité.

*« Pendant des années, l'UE et l'Allemagne ont agi comme médiateurs honnêtes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et je suis convaincue que les efforts du président du Conseil de l'Union européenne, Charles Michel, peuvent constituer un pont pour l'établissement de la paix entre les deux pays. C'est pourquoi il est important qu'un cycle de négociations reprenne » a précisé Annalena Baerbock qui s'est déclarée prête à renforcer la coopération de l'Allemagne avec l'Arménie dans divers domaines et qu'à cet égard, il est décisif qu'il y ait un accord de paix négocié entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, car les investissements sont effectués là où règne la stabilité.*

Baerbock a également noté que sa visite intervient à un moment où l'Arménie connaît de nombreux problèmes. Elle a déclaré qu'ils avaient vu des gens quitter leur domicile en Artsakh. Selon elle, c'était un grand défi pour l'Arménie d'accepter autant d'Arméniens, ce qui, selon elle, mérite le respect, et l'Allemagne ne laissera pas l'Arménie seule dans cette affaire. Elle est prête à fournir plus de 9 millions d'euros d'aide pour relever ce défi.

La visite du ministère allemand des Affaires étrangères est régionale. Le ministre partira d'Erevan pour Bakou. Source Armtimes.

Krikor Amirzayan

3 Novembre 2023

[Lors de la question sur les sanctions contre Bakou, la ministre allemande \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Lors de la question sur les sanctions contre Bakou, la ministre allemande des Affaires étrangères a préféré parler de la paix entre Bakou et Erevan**

Lors d'une conférence de presse tenue aujourd'hui 3 novembre à Erevan, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a évité de répondre à la question d'un journaliste, de savoir si l'Allemagne était prête à imposer des sanctions contre l'Azerbaïdjan en cas d'attaque contre l'Arménie.

La cheffe de la diplomatie allemande a plutôt choisi de parler de paix entre Bakou et Erevan. *« Je suis favorable à la non-escalade et à l'utilisation de la fenêtre d'opportunité. J'en parle partout. L'Allemagne soutient l'intégrité territoriale de l'Arménie et soutient l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Nous sommes proches des deux pays »* a déclaré la ministre, se disant prête à soutenir la sécurité, à renforcer la démocratie...

Annalena Baerbock s'est alors vanté du fait que l'Allemagne avait réussi à se libérer de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Fédération de Russie. Elle a déclaré que la coopération dans le domaine des énergies renouvelables avait été discutée lors de la réunion avec son homologue arménien.

De la même manière, la ministre allemande a répondu à la question concernant la déclaration du Premier ministre arménien Nikol Pashinian selon laquelle l'Arménie est prête à approfondir ses relations avec l'UE autant que l'UE le

souhaite.

Annalena Baerbock a réaffirmé la nécessité d'établir la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et de signer un accord de paix. Selon elle, les entreprises sont créées là où règne la démocratie et la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est nécessaire à la sécurité. Cela contribuera grandement à attirer les investissements. Notre objectif est de contribuer au processus de paix afin de faire adopter des projets économiques tels que le câble électrique de la mer Noire, a expliqué Baerbock.

Krikor Amirzayan

---

**USA- CANADA**

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

[Département d'État américain : Toute violation de la souveraineté et de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

# **Département d'État américain : Toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Arménie aura de graves conséquences**

Les États-Unis ont réaffirmé leur ferme soutien à la souveraineté et à l'intégrité

territoriale de l'Arménie. Déclaration du Département d'État américain en réponse à la question du service arménien de « *Voice of America* ».

La question était liée aux préoccupations de l'Institut Lemkin concernant l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'Institut Lemkin de prévention du génocide a lancé une alerte rouge le 31 octobre et a exprimé sa profonde inquiétude quant à la possibilité que l'Azerbaïdjan envahisse l'Arménie dans les jours et semaines à venir.

Répondant à l'enquête « *Voice of America* », le Département d'État américain a souligné que « *toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Arménie aura de graves conséquences* ».

C'est ce qui est indiqué dans le communiqué du ministère d'État.

« *Les États-Unis soutiennent fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Arménie. Nous avons souligné que toute violation de cette souveraineté et de cette intégrité territoriale entraînerait de graves conséquences. Nous insistons régulièrement sur nos attentes, comme la mise en garde contre le recours à la force, et surveillons en permanence la situation. L'Arménie est un partenaire proche et un ami des États-Unis, et nous sommes impatients de travailler avec les autorités arméniennes pour renforcer la sécurité politique et économique de l'Arménie* » a déclaré le Département d'État américain.

Krikor Amirzayan

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

3 Novembre 2023

**Nubar Afeyan sur CNN :  
L'arrestation et l'inculpation de**

# Ruben Vardanyan exercent une pression sur 10 millions d'Arméniens dans le monde

Le co-fondateur, entrepreneur et philanthrope de l'initiative humanitaire « *Aurora* », co-fondateur et président du conseil d'administration de la société Moderna, Nubar Afeyan, a accordé une interview au commentateur de CNN Christiane Amanpour, évoquant les événements en Artsakh et l'épuration ethnique des Arméniens de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan, ainsi que l'autre co-fondateur et philanthrope de l'initiative humanitaire « *Aurora* », Ruben Vardanyan illégalement arrêté par les autorités azerbaïdjanaises.

Répondant à la question de Christiane Amanpour, comment se fait-il que des événements au Haut-Karabakh se produisent en 24 heures et restent inaperçus Nubar Afeyan a affirmé qu'après 26 ans de paix relative et de négociations, il n'était pas possible de parvenir à une paix durable. Deux ans après la guerre de 2020, l'Azerbaïdjan a bloqué les territoires restants de l'Artsakh et, en septembre de cette année, il a mené une offensive militaire qui a conduit à l'expulsion de la population indigène locale.

Répondant à la question sur ses motivations personnelles pour tirer la sonnette d'alarme, Nubar Afeyan a noté le sort des Arméniens déplacés. « *Au cours des 25 dernières années, j'ai été profondément impliqué avec mes collègues dans des projets de développement économique et social en Arménie. Cela m'a en partie motivé à mener des projets humanitaires non seulement en Arménie, mais aussi dans le monde entier, en lançant l'Initiative humanitaire Aurora et le prix du même nom. Au cours des dix ou vingt dernières années, j'ai été confronté à des problèmes similaires. Un siècle après que mon grand-père et sa famille aient été persécutés par les Turcs ottomans, je me suis retrouvé à aider les survivants d'autres oppressions et génocides à travers le monde. En même temps, grâce à de telles activités, j'ai été rassuré de savoir que de tels événements n'arriveraient plus aux Arméniens. Mais d'ailleurs, cela a recommencé à se produire il y a trois ans, sous couvert de pandémie. Vous, moi, nous voyons que le monde regarde et*

*ne fait rien, et dans de telles conditions, il est difficile d'instaurer non seulement la justice, mais aussi la paix" a déclaré Nubar Afeyan.*

Christiane Amanpour a également posé des questions sur l'arrestation de Ruben Vardanyan par les autorités azerbaïdjanaises. *« Je veux parler d'une personne avec qui vous avez mené l'activité caritative que vous avez évoquée. Vous, comme le célèbre George Clooney, la lauréate du prix Nobel de la paix Leima Gbove, avez travaillé avec lui dans le cadre de l'initiative »Aurora« . L'Azerbaïdjan lui a présenté de nombreuses accusations : financement du terrorisme, etc. Quelle est votre réaction face à cette arrestation et à ces accusations ? »* a demandé la journaliste de CNN.

Nubar Afeyan trouve cette question très douloureuse pour lui, soulignant qu'il a travaillé avec Ruben Vardanyan pendant 23 ans, dans le cadre de dizaines de projets humanitaires et caritatifs. *"J'ai vu son rôle, sa contribution non seulement en Arménie, mais aussi dans le monde entier. Ruben, profondément préoccupé par le sort de son peuple, s'est installé l'automne dernier au Haut-Karabakh, que nous appelons Artsakh, pour aider les personnes qui y vivent à retrouver leur dignité et tenter de les*

...